

## CE MONDE QUI BOUGE

Moscou-Ankara, Daesh  
et les attentats de Paris

En abattant un Sukhoi russe qui aurait violé l'espace aérien turc, Ankara a de fait torpillé le projet de grande coalition internationale contre l'Etat islamique (EI, Daesh). Et en s'empressant d'exprimer son soutien à Ankara (membre de l'Otan) y compris contre les Kurdes du PKK, comme il le fait pour Israël qui réprime les Palestiniens, Barack Obama est dans son rôle : soutenir ses alliés et protégés même s'ils ont tort et quoi qu'il en coûte. Le résultat est que Daesh, qui voyait son heure arriver, peut dormir tranquille et vendre son pétrole qui transite par le territoire turc. D'autant que la feuille de route mise au point à la conférence de Vienne du 15 novembre, prévoyant une sortie de crise en Syrie avec ou sans Bachar, risque de rester lettre morte. Etait-ce le but recherché par la Turquie et ses soutiens américains et arabes qui savent qu'il n'y aura pas de solution militaire à la crise syrienne ? Sans doute que non. Mais toujours est-il que cela va compliquer la recherche d'un compromis acceptable par tous les protagonistes du conflit syrien. La guerre va donc se poursuivre. Fermons cette parenthèse et revenons sur la tuerie du 13 novembre à Paris, non pour ressasser des arguments déjà lus et entendus, mais pour pointer deux faits. Daesh a expliqué qu'il avait voulu punir la France qui intervient en Syrie. Reste que le quartier où ont eu lieu ces attaques (le 11<sup>e</sup> arrondissement) est connu pour être fréquenté par des jeunes en grande partie pacifistes et anti-guerre. Pourquoi donc les avoir massacrés ?

Dix ans plus tôt, le 11 mars 2004, une série d'attentats frappait Madrid et faisait 191 morts. Le même argument avait été employé par Al-Qaïda, à savoir punir l'Espagne pour son soutien à George Bush. Il se trouve qu'en 2003, Madrid avait été le théâtre de manifestations massives contre la guerre de Bush en Irak et contre le soutien que lui apportait le gouvernement de Jose Maria Aznar. Un peu plus d'un an plus tard, le 7 juillet 2005, c'était au tour de Londres : 56 personnes seront tuées dans des attentats à la bombe. Là également, la capitale britannique avait été en mars-avril 2003 le théâtre de manifestations massives contre la guerre en Irak et les mensonges proférés par Blair pour la justifier.

Dans ces deux derniers cas, une même logique était à l'œuvre, à savoir frapper des innocents, des femmes et des hommes hostiles à la politique guerrière de leurs gouvernements respectifs et empêcher toute solidarité entre les peuples. A Paris, dans un contexte différent, on cherchait à pousser à l'affrontement intercommunautaire. De ce fait, à leur manière, les salafistes font aussi dans le « choc de civilisation » qu'appelaient de ses vœux l'idéologue néo-conservateur américain, Samuel Huntington.

Il y a une différence entre les hommes ayant commis les actes terroristes de 2004-2005 et ceux ayant commis le massacre de Paris. Les premiers étaient nés et avaient grandi jusqu'à l'âge adulte en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Et à l'instar de l'Algérien Mohamed Bensakhria dit Meliani ou du Tunisien Serhane Ben Abdelmajid, ils étaient passés par le GSPC avant d'agir en Europe au nom d'Al Qaïda. En revanche, Abdelhamid Abaaoud, les frères Abdeslam, Samy Amimour, auteurs des attentats de Paris et Saint-Denis, sont tous nés en Belgique ou en France, pays dont ils possédaient la nationalité. Il s'agit de jeunes partis en Syrie combattre dans les rangs de Daesh et du Front al-Nosra, ce dernier étant la branche syrienne d'Al Qaïda qui, selon le propos de Laurent Fabius, « fait du bon boulot » ! Les services français et occidentaux (turcs également) le savaient et ont laissé faire.

Retenons toutefois que bien que durement touchés dans leur chair, ni les Espagnols, ni les Britanniques ni les Français – je ne parle pas des politiques – ne sont tombés dans le piège de la haine. A Paris, la population a fait montre d'une grande dignité. Et si ces attentats ont accéléré la prise de conscience chez de très nombreux français de culture ou de confession musulmane, il est à espérer que l'état d'urgence proclamé en France, et ces propos irresponsables sur « l'ennemi de l'intérieur » de Manuel Valls ou de certains ténors de la droite française, ne viendront pas contrarier l'évolution constatée ci-dessus.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

## LE MINISTRE DES FINANCES L'A ANNONCÉ

Vers la révision de la politique  
des subventions

**Le gouvernement envisage de réviser, dans les prochaines années, sa politique de subvention des prix de façon à ce qu'elle cible les catégories sociales qui en ont le plus besoin.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - « Nous avons commencé à réfléchir au niveau du gouvernement que d'ici une, deux ou trois années, nous irons vers un ciblage des subventions » a, en effet, affirmé le ministre des Finances, hier mercredi, dans ses réponses aux députés à la fin des débats autour du projet de la loi de finances 2016. Des députés, ceux de l'opposition notamment, auxquels se sont joints nombre de leurs collègues du FLN qui n'ont pas, le long de trois jours de débats, cessé de dénoncer les hausses prévues des tarifs de consommation de l'énergie électrique et des carburants, exigeant, pour certains d'entre eux, leur annulation purement et simplement. Car pour Abderrahmane Benkhalfa, il y a nécessité de revoir progressivement la politique sociale pour laquelle le pays a consacré, malgré la chute des prix du pétrole, la bagatelle de 19 milliards de dollars au titre des transferts sociaux, et aller par étape d'un système de subventions généralisées à un autre système de subven-

tions ciblées ». Et d'annoncer, dans ce sillage, l'impérative élaboration d'un recensement des personnes les plus démunies à même de bénéficier de ces subventions. Car, ajoutera-t-il, « les aides devront être destinées à ceux qui en ont besoin ».

Un ciblage qui a été également la ligne directrice des dispositions du projet de loi de finances 2016 qui prévoient des hausses des tarifs des produits énergétiques. Des hausses « étudiées » qui épargnent les « couches les plus défavorisées », soutenant que les agriculteurs vont bénéficier d'un remboursement sur ces augmentations et que 9 millions de ménages n'allaient pas directement être touchés par l'augmentation des prix de l'électricité.

Le ministre des Finances s'est, pour appuyer encore cette perspective de cibler les subventions, fait sienne l'une des recommandations du Cnes dans son dernier rapport de conjoncture, portant impérative révision de la politique des subventions au vu de la conjoncture induite par une chute dras-

tique des revenus des hydrocarbures.

Une étape « cruciale, mais prometteuse puisque nous ayant permis de sortir du conformisme et de l'unanimité vers un débat sur le développement et pas sur la stagnation », ajoutera Benkhalfa pour qui le PLF2016 sauvegarde les grands équilibres et les politiques sociales et de solidarité et mobilise de nouvelles ressources ».

Benkhalfa insistera sur la nécessaire mobilisation des ressources nationales pour nous protéger de l'endettement extérieur, affirmant dans la foulée, que le manque à gagner induit par la chute des recettes pétrolières a été partiellement amortie par l'épargne nationale dans ses divers segments, évaluant à près de 5 000 milliards de dinars mobilisés en 2015.

Cet argumentaire du ministre des Finances, s'il a convaincu les députés de la majorité parlementaire (FLN-RND), n'a pas été sans susciter les réserves, voire l'indignation des députés de l'opposition.

Ceux du PT principalement dont une considère que « la revue de la politique des subventions n'est que le retour à l'indigénat » alors que, ajoutera-t-elle, « il

aurait été moins laborieux pour le gouvernement d'inventorier les nouveaux multimilliardaires et leur appliquer une taxe sur la fortune ».

Du côté des députés islamistes, la perspective de pouvoir déposer son argent sans intérêt évoquée par le ministre des Finances, a tempéré quelque peu leur ardeur à dénoncer ce projet de loi de finances. Ceci même s'ils soutiennent ne pas perdre espoir quant à la possibilité de voir nombre de leurs amendements proposés, aboutir.

Ils affirment continuer à « travailler au corps » des députés de la majorité à l'effet d'inverser la donne, ayant visiblement senti que la « désapprobation » exprimée lors des débats n'était finalement qu'éphémère, que la « récréation était terminée et qu'il était temps que chacun rejoigne son camp comme si de rien n'était ».

Car si des députés FLN ont fait preuve d'une audace inhabituelle le long des quatre jours de débats, critiquant vertement certaines des dispositions dudit projet, iront-ils jusqu'au bout, en signifiant leur refus le jour du vote, lundi prochain ?

M. K.

## DANS UN CONTEXTE DE BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

L'Agriculture, un levier pour tirer la croissance  
hors hydrocarbures ?

**Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est attendu aujourd'hui à Aïn Defla dans le cadre de la célébration du 41<sup>e</sup> anniversaire de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). Une occasion que le Premier ministre saisira sans doute pour annoncer des mesures incitatives au profit des agriculteurs, surtout que l'Etat mise énormément sur la filière agricole pour tirer une croissance que la chute des prix du pétrole a mise à mal.**

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Les défis qui attendent aujourd'hui le secteur de l'agriculture sont énormes, surtout dans le contexte actuel marqué par une crise économique sur fond de baisse des recettes des hydrocarbures. Autant dire que le challenge est des plus cruciaux pour ce secteur qui connaît encore, malgré quelques avancées, des retards qu'il va falloir rattraper. Et plus vite.

Aujourd'hui des avancées sont enregistrées dans différentes filières, le taux de croissance dans le secteur a été de 11% au cours de ces quatre dernières années. Les différentes filières évoluent relativement bien, du moins à en croire le discours officiel : 15% dans les maraîchages, 10% sur les céréales et 12% pour l'arboriculture. Le secteur agricole peut, de par le potentiel qu'il renferme, tirer la croissance de l'économie nationale, a fortiori quand on sait qu'il participe pour 70% aux besoins de consommation

des Algériens. Si la tendance se poursuit et que les efforts sont maintenus, voire renforcés, il n'est pas utopique de voir le secteur dégager des excédents à l'exportation.

Encore faut-il avoir le courage politique nécessaire, car c'est aussi cela le cœur du problème.

A ce titre, les pouvoirs publics affirment mettre le paquet. En effet, le premier responsable du secteur, Sid Ahmed Ferroukhi, a récemment affiché cette « volonté » politique en annonçant que le gouvernement allait dégager une enveloppe financière de plus de 200 milliards DA sur les cinq prochaines années pour relancer la filière lait, pour ne citer que celle-ci. « Il faut faire un travail de substitution à l'importation notamment dans les domaines du lait, des céréales, la viande essentiellement bovine. Et c'est ce que nous nous évertuons à faire dans le plan quinquennal », a-t-il affirmé. La filière céréalière (65 mil-

lions de quintaux engrangés à l'issue de la campagne agricole 2014-2015) est un autre atout dont le secteur peut se prévaloir. Mais cette filière présente des fragilités : largement tributaire des variations du climat, bon an mal an, la filière présente de bonnes ou de mauvaises performances au gré des saisons... et du lot de pluie qu'elles « charrient ». Quoi qu'il en soit, au gouvernement on mesure l'importance du secteur et sa contribution à l'épanouissement du pays. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle orientation s'est fait jour qui est celle de faire appel à l'investissement privé massif susceptible de jouer le rôle de locomotive pour cette filière.

« Pour réhabiliter le rôle de l'agriculture et l'intégrer dans l'économie nationale, il faut chercher des accélérateurs de croissance. Auparavant, l'accélérateur de croissance était le soutien (de l'Etat), mais aujourd'hui, ce soutien n'est plus suffisant.

Il nous faut désormais un investissement privé massif qui va jouer le rôle de locomotive », expliquait récemment Sid Ahmed Ferroukhi. C'est le financement surtout qui est recherché notamment avec la baisse des revenus de l'Etat.

Y. D.